



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

## **ALGÉRIE – TUNISIE – MAROC**

**(Direction du Budget, 1881-1968)**

**Répertoire méthodique détaillé**

établi par Sylvie RIPOLL

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Algérie.....	<u>6</u>
Organisation des pouvoirs ; dommages de guerre ; évènements d'Algérie ; questions financières.....	<u>6</u>
Sahara.....	<u>9</u>
Budgets.....	<u>9</u>
Tunisie – Maroc.....	<u>10</u>
Relations économiques et financières entre la France et la Tunisie.....	<u>10</u>
Questions communes.....	<u>11</u>

**Référence**

B-0024961/1 – B-0024979/2 ; B-0024981/1 - B-0024983/3

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Algérie - Tunisie - Maroc

**Dates extrêmes**

1881-1968

**Noms des principaux producteurs**

Direction du budget

**Importance matérielle**

22 boîtes, 2,48 ml

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

En application du code du patrimoine, l'ensemble des documents est librement communicable.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement de 1972

**Historique du producteur**

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la

politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

### **Mode de classement**

Classement thématique.

### **Présentation du contenu**

Ce versement comporte des dossiers relatifs aux questions budgétaires des pouvoirs publics, aux établissements publics administratifs et dommages de guerre. On y trouve aussi des dossiers concernant la gestion, la situation des agents de l'État et les indemnités aux rapatriés.

### **Indexation**

finances publiques

**B-0024961/1 - B-0024978/2**

Algérie.

1952-1968

**B-0024961/1 – B-0024967/3**

Organisation des pouvoirs ; dommages de guerre ; événements d'Algérie ; questions financières.

1953-1968

**B-0024961/1 - B-0024961/4**

Pouvoirs publics en Algérie.

1956-1962

**B-0024961/1**

Transformation d'emplois au budget des services civils en Algérie : rapports généraux des commissions des élus algériens, projet de décret, décret (1956-1962) ; fonctionnement des collectivités locales en Algérie : arrêté, projet de décret, projet d'ordonnance portant statut des villes d'Alger et d'Oran (1958-1962) ; gestion financière des communes d'Algérie, projet de décrets, attribution de la Caisse de solidarité des départements et des communes d'Algérie : note d'information, arrêté, décision, correspondance (1958-1964).

1956-1962

**B-0024961/2**

Création d'emploi dans l'administration préfectorale, déconcentration en matière de tutelle administrative, nominations : correspondance (1958-1962) ; installation de la délégation générale à la Cité administrative au Rocher Noir : correspondance (1961).

1958-1962

**B-0024961/3**

Création de centres d'aide administrative en Algérie, fonctionnement, décret n°62-182 du 17 février 1962, dispositions concernant certains personnels civils servant au titre de l'aide, projet de décret : travaux préparatoires, états budgétaires.

1961-1962

**B-0024961/4**

Création d'une force locale en Algérie, budget du Comité d'étude et du Comité des affaires algériennes, réglementation applicable aux personnels, projet de décret : décret, arrêté, listes récapitulatives par mesures.

1961-1962

**B-0024962/1 - B-0024962/3**

Établissements publics administratifs.

1955-1963

**B-0024962/1**

Réglementation de certaines procédures relevant antérieurement de la compétence des juridictions françaises en Algérie, dispositions particulières en faveur des personnels servant dans les harkas en Algérie : projets de décrets, notes.

1955-1963

**B-0024962/2**

Dépenses spéciales de brouillage pour l'information, la radio et le cinéma : notes d'information (1960-1962) ; création du Fonds de développement de l'industrie cinématographique en Algérie et du Centre de cinéma en Algérie : statut, projet de décret, décret (1961-1963).

1960-1963

**B-0024962/3**

Création en Algérie d'établissements de transfusion sanguine : avant-projet, projet de décret et décret (1961-1962) ; rattachement budgétaire du secrétariat général des affaires algériennes, rémunération des agents de l'administration centrale des affaires algériennes, fonctionnement de la Commission de sauvegarde : projet de loi, correspondance (1961-1963).

1961-1963

**B-0024963/1 - B-0024963/4**

Dommages de guerre.

1952-1968

**B-0024963/1**

Indemnisation des victimes des événements d'Algérie : projet de décret, états comparatifs entre deux modes d'indemnisation, projet de décision (1952-1964) ; indemnisation des victimes d'attentats en relation avec les événements d'Algérie : notes, tableaux géographiques, tableaux chronologiques des attentats, cas particuliers (1961-1965) ; indemnisation des victimes françaises du bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef en Tunisie, avances : interventions parlementaires, état récapitulatif des demandes (1958-1965).

1952-1965

**B-0024963/2**

Situation des habitations à loyer modéré en Algérie, négociations relatives au financement : note d'information, travaux préparatoires.

1960-1965

**B-0024963/3**

Réparation des dommages matériels provoqués par des attentats liés aux événements d'Algérie : états statistiques des secours accordés, projet de loi, textes, correspondance.

1961-1964

**B-0024963/4**

Liquidation des dommages relatifs à la guerre 1939-1945 en Algérie : notes d'informations, correspondance.

1962-1968

**B-0024964/1**

Réforme agraire, fonctionnement et programme de la Caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurale, composition du conseil d'administration : rapports, projet de décret.

1956-1964

**B-0024964/2**

Caisse algérienne d'aménagement du territoire, modification du statut et de la composition du Conseil d'administration : décret, rapport particulier de la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques sur les comptes et la gestion des exercices 1957, 1959, 1960, notes.

1957-1962

**B-0024964/3**

Société des chemins de fer français en Algérie, application à la Société nationale des chemins de fer français d'Algérie de l'article 5 du décret n°59-433 du 17 mars 1959 relatif à la Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie : rapport particulier de la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques pour l'exercice 1958, projet d'arrêté interministériel.

1958-1960

**B-0024965/1**

Régime financier, dispositions financières intéressant l'Algérie, réforme, répartition des compétences en matière d'exécution du budget et des services civils : ordonnance, projet de décret, décret, statut organique de l'Algérie.

1947-1962

**B-0024965/2**

Régime fiscal de certaines productions algériennes : projets de décrets, décrets.

1957-1962

**B-0024966/1**

Fiscalité en Algérie, droits de douane applicables en Algérie sur divers produits du pétrole : projet de modification (1953-1956) ; application dans les départements algériens de diverses dispositions d'ordre domanial : projet de décret, décret (1960) ; institution dans les départements algériens d'un nouveau régime foncier applicable dans certains périmètres, projet de décret, rapport (1960-1961) ; trésorerie, comptabilité publique en Algérie, affaires particulières : correspondance (1960-1961) ; enseignement privé en Algérie, aide de l'État : correspondance (1960-1962).

1953-1962

**B-0024967/1**

Énergie en Algérie, régime d'exploitation des mines, projet de décret (1955-1962) ; gaz et électricité, projet de convention concession à électricité et gaz d'Algérie du réseau d'alimentation en énergie électrique : projet de cahier des charges, décret (1958-1961) ; Transport en Algérie des hydrocarbures liquides ou gazeux provenant des gisements situés dans les zones de l'organisation commune des régions sahariennes, projet de décret (1960-1961).

1955-1962

**B-0024967/2**

Transport en Algérie, société nationale des chemins de fer français en Algérie, imputation budgétaire des charges financières, régime administratif : convention, notes, statuts, projet de décret (1957-1962) ; adaptation en Algérie du régime des ports autonomes : décrets, rapport (1962) ; participation de l'Algérie au capital AIR-ALGERIE par prélèvement sur la Caisse de réserve : correspondance, télégramme (1962).

1957-1962

**B-0024967/3**

Contribution militaire, financement en 1962 des opérations incombant normalement à l'Algérie au titre de la contribution militaire et excédant la part laissée aux armées à ce titre en 1962 : correspondance.

1961-1962

**B-0024968/1-B-0024968/2**

Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie (CEDA).

1957-1966

**B-0024968/1**

Développement économique et social de l'Algérie, création du Fonds d'équipement de l'Algérie : projet de décret, décret, note (1957) ; création de la Caisse algérienne d'intervention et d'expansion économique : projet de décision (1957-1958) ; plan de développement économique et social de Constantine : observations sur le projet de rapport général, notes, projet d'avis du Conseil supérieur du Plan de l'Algérie (1958-1960).

1957-1960

**B-0024968/2**

Caisse d'équipement pour le développement, réunions du Comité directeur : avis du contrôleur financier, ordres du jour, notes d'information, notes (1959-1966) ;



réunions du Comité technique : avis du contrôleur financier, tableaux financiers (1960-1964) ; plan de développement économique et social de l'Algérie, aide métropolitaine : étude, statistiques (1961).

1959-1966

**B-0024969/1 – B-0024972/1**

Sahara

1952-1962

**B-0024969/1**

Bureau d'investissement en Afrique, conventions, participations, nominations du personnel : décrets, notes, correspondance.

1952-1964

**B-0024969/2**

Bureau des recherches minières en Algérie, organisation, renouvellement des membres du Conseil d'administration, rémunération du personnel, budget et bilan pour les exercices 1956-1959, exploitation : notes, décisions, correspondance, rapport de gestion.

1955-1959

**B-0024970/1**

Organisation commune des régions sahariennes, budget, organisation : projet de décret, convention de financement entre la communauté économique européenne et la république française.

1957-1963

**B-0024970/2**

Organisation commune des régions sahariennes, législation et réglementation dans les départements sahariens, réforme des finances locales : décret, notes (1959-1961) ; application de la législation concernant l'organisation communale dans les départements des Oasis et de la Saoura : projet de décret, décret, rapport de l'inspection général des finances (1959-1962).

1959-1962

**B-0024971/1**

Caisse saharienne de solidarité, contrôle financier, réforme, réunions du Conseil d'administration, approbation des décisions, délibérations, projet de budget : décrets, rapport de vérification de l'inspection générale des finances, rapport du contrôleur financier, décisions, procès-verbaux.

1959-1962

**B-0024972/1**

Administration des régions sahariennes, budget de fonctionnement, projet de budget 1958 du ministère du Sahara, de l'organisation commune des régions sahariennes : états récapitulatifs (1957-1958); budget des départements sahariens pour l'exercice 1959 : convention, états récapitulatifs (1958-1960); budget du département de la Saoura pour l'exercice 1960 : états récapitulatifs (1960); répartition des redevances pétrolières : projet de décret, décret (1958-1962); création de zones de développement d'Hassi-Messaoud et d'In Amena, organisation, budget : projet de décret, décret (1961-1962).

1957-1962

**B-0024973/1 – B-0024977/1**

Budgets.

1956-1965

**B-0024973/1**

Dépenses à imputer au compte 524/57 du Trésor algérien : télégrammes, notes, rapports de l'inspection générale des finances, tableaux descriptifs des dépenses.

	1957-1962
<b>B-0024973/2</b>	
Exercice 1957-1958 : décret, télégrammes, tableaux des répartitions des dépenses, rapports de l'inspection générale des finances.	
	1956-1958
<b>B-0024974/1</b>	
Transfert de charges du budget de l'Algérie au budget de l'État : tableaux récapitulatifs, décret portant autorisation de dépenses, notes.	
	1956-1958
<b>B-0024975/1</b>	
Budget 1958-1959, projet d'exercice, transfert de crédit : états récapitulatifs par chapitre, projet de décret.	
	1958-1958
<b>B-0024976/1</b>	
Dépenses publiques de fonctionnement en 1961, équilibre du budget des services civils : notes, tableaux de prévisions budgétaires pour 1962-1965 en cas de cessez le feu (1960-1961) ; collectif 1962 : tableaux récapitulatifs des dépenses par chapitre (1961-1962) ; transfert de crédit et d'emplois, schéma directeur 1962 (1961-1962) ; désignation d'un ordonnateur secondaire en Algérie : projet de décret (1962) ; transfert au budget de l'Algérie des dépenses imputées sur le budget des affaires algériennes et du Sahara : tableaux (1962-1963).	
	1960-1963
<b>B-0024977/1</b>	
Budget 1959, autorisations nouvelles, dépenses de fonctionnement, crédits complémentaires, gestion des crédits relatifs aux harkas, désignation des intendants militaires régionaux comme ordonnateurs, régionaux : récapitulatifs par chapitre, projet de loi.	
	1958-1959
<b>B-0024978/2</b>	
Réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger. Budget 1962 du réseau des chemins de fer de la méditerranée du Niger, réunions du Conseil de réseau, projet de liquidation du réseau, conversations franco-algériennes : procès verbaux, projet de décret, rapport particulier de la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques exercice 1959-1960, rapports annuels de gestion 1960-1961.	
	1881-1965
<b>B-0024978/1 ; B-0024979/1 – B-0024983/3</b>	
Tunisie – Maroc.	
	1881-1965
<b>B-0024979/1 - B-24979/2</b>	
Relations économiques et financières entre la France et la Tunisie.	
	1881-1965
<b>B-0024979/1</b>	
Régime monétaire avant le protectorat, création éventuelle d'une banque d'État : notes, décret (1881-1961) ; Contrôle des changes, historiques, organisation des services, risques de transfert, essai de résolution : note (1946-1953) ; évolution des relations douanières entre la Tunisie et la France, historique (1881-1948) ; aides au développement de l'équipement et du stockage agricole : correspondance (1949-1956) ; statut fiscal et douanier des forces armées (1955).	
	1881-1961
<b>B-0024979/2</b>	

Nationalisation des chemins de fer tunisiens, projet de convention concédant l'exploitation, régime financier : conventions, rapport d'exploitation, rapport de la mission d'enquête (1948-1953) ; convention générale entre la France et la Tunisie, négociation, avant-projet, convention : travaux préparatoires (1950-1955).

1957-1965

**B-0024981/1**

Conventions marocaines. Budget Maroc-Tunisie, gestion des crédits du chapitre 60-80 du budget des charges communes, dépenses, délégation de crédit, ordonnancement, transfert : correspondance, textes officiels, avis de délivrance d'ordonnance de délégation (1956-1957) ; convention de la Compagnie immobilière franco-marocaine avec l'État : convention (1958-1959) ; demande de prêt, affaire particulière (1956).

1956-1959

**B-0024978/1 ; B-0024981/1 – B-0024983/3**

Questions communes.

1956-1963

**B-0024978/1**

Gestion des fonctionnaires en Tunisie, au Maroc et en Algérie, reclassement, indemnisation, frais de déménagement des officiers ministériels de Tunisie : courrier parlementaire (1957-1958) ; suppressions des juridictions françaises en Tunisie, affaire Laurent, Valent, Torrent, Vallecade : pourvois, notification de jugement du tribunal administratif (1959-1963) ; prise en charge des fonctionnaires rapatriés d'Algérie, ouverture d'un chapitre spécial 31-92 au budget : décret d'avance (1962).

1957-1963

**B-0024982/1**

Budget Maroc-Tunisie, budget, aide extérieure, crédit au chapitre 68-00 des charges communes : correspondance, décret, tableaux descriptifs (1957-1960) ; aide aux rapatriés, prêt de réinstallation, transfert de crédit au compte de prêt du FDES : tableaux récapitulatifs, arrêtés (1958-1962) ; dépenses imputables au budget des charges communes exercice 1960.

1957-1962

**B-0024983/1**

Indemnisation des rapatriés du Maroc-Tunisie, indemnisation des dommages causés par des troubles à l'ordre public, avances, crédit : proposition de loi, arrêté, rapport, décret, notes, correspondance (1956-1961) ; affaires Species (Tunisie), Chatelbureau : correspondance (1959-1961) ; aide de l'État concernant les mobiliers détruits ou en souffrance appartenant à des rapatriés : courrier parlementaire, note (1956-1961).

1956-1961

**B-0024983/2**

Tunisie, aide de l'État, secours subvention ; situation des fonctionnaires et agents des services publics, reclassement, retraite, indemnités : correspondance, circulaires.

1956-1963

**B-0024983/3**

Indemnisation des rapatriés, création d'une commission d'attribution de prêt d'honneur aux français rapatriés : arrêté, textes notes (1957-1959) ; création d'un haut Commissariat aux réfugiés, réorganisation : correspondance, textes, notes (1958-1962) ; réunion de la Commission centrale des rapatriés : comptes rendus, rapports, notes (1960-1961) ; aide aux rapatriés d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie, extension de ces aides aux rapatriés des états de l'ex-communauté : note, correspondance, courrier parlementaire (1960-1962).

1957-1962